



Arrêté n°2022-DCL-BENV-964

modifiant l'arrêté préfectoral n°13-DRCTAJ- 64 du 1^{er} février 2013 autorisant la société KLEBER MOREAU à poursuivre après extension l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert sur le territoire des communes de La Meilleraie-Tillay, Réaumur et Pouzauges Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.122-2, R.181-45 et R.181-46 ;

VU l'arrêté ministériel 22 septembre 1994 relative aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n°13-DRCTAJ- 64 du 1^{er} février 2013 autorisant la société KLEBER MOREAU à poursuivre après extension l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert sur le territoire des communes de La Meilleraie-Tillay, Réaumur et Pouzauges ;

VU le dossier du 2 juin 2022 portant sur la mise à jour des rubriques de classement ;

VU le dossier du 2 juin 2022 portant sur la modification d'une mesure compensatoire écologique, et sur sa fréquence de suivi ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 août 2022 ;

VU le courrier adressé le 22 août 2022 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant ;

Considérant que le projet, qui consiste dans la modification de l'implantation d'une mare suite au déplacement d'une ancienne mare située dans l'emprise de la carrière :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique en application du II de l'article R.122-2,
- n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact ;
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que le bureau d'étude spécialisé CPIE Sèvre et Bocage a validé le choix d'un nouvel emplacement pour la création d'une nouvelle mare, que cette nouvelle mare déjà réalisée a montré un bon état écologique et que ce bureau d'étude propose d'allonger la fréquence de suivi de 3 à 5 ans ;

Considérant que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1. Mise à jour des rubriques de classement

Le tableau figurant à l'article 1.1.3 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} février 2013 est modifié comme suit :

Rubriques	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime*
2510.1	Exploitation de carrière à ciel ouvert	66ha77a87ca 2 000 000 t/an maxi 1 000 000 t/an moy	A
2515.1a	Installation de concassage, broyage, criblage, mélange de matériaux minéraux, la puissance étant supérieure à 200 kW	Installation fixe : 2 230 kW installation mobile : 660 kW Centrale de grave ciment : 220 kW	E

* A (autorisation), E (Enregistrement), DC ou D (déclaration)

Article 2. Déplacement d'une mare

L'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} février 2013 est modifié comme suit :

« Article 4.3 – Patrimoine biologique

L'exploitant privilégie les mesures d'évitement pour maîtriser les incidences de la carrière sur les habitats susceptibles d'accueillir des intérêts à préserver et plus particulièrement des espèces protégées.

Les mesures de réduction et de maîtrise des impacts liées à l'exploitation de la carrière sur les intérêts écologiques et les habitats identifiés suivent les recommandations de l'étude faune-flore produite dans le cadre de la procédure de demande d'autorisation présentée par l'exploitant. En particulier, les dispositions suivantes sont retenues :

- *l'intégralité du bocage (haies et des talus périphériques), identifié au cours de l'inventaire faune-flore, est maintenu et entretenu pendant toute la durée de l'exploitation ;*
- *la mare permanente située le long de la ligne RFF est maintenue sur 5 ans pour permettre la colonisation d'une nouvelle mare recréée au Sud de l'extension de la carrière, dans le triangle situé de l'autre côté de la ligne RFF, bordé de la déviation de la RD 113 et d'un chemin communal, conformément au dossier du CPIE Sèvre et Bocage joint au porter à connaissance du 2 juin 2022 (coordonnées Lambert 93 : X= 404161,54 m, Y= 6633499,73 m). »*

Article 3. Fréquence de suivi écologique

L'article 4.4 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} février 2013 est modifié comme suit :

« Article 4.4 - Suivi écologique

Conformément à sa demande d'autorisation, l'exploitant fait réaliser par une personne compétente un suivi écologique des milieux impactés par son exploitation et des mesures compensatoires mises en place. Ce suivi est réalisé au moins annuellement pendant les 5 premières années, puis tous les 5 ans. Les bilans sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 4. Dispositions administratives

Article 4.1. Délais et voies de recours

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Ile-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2^o de l'article R.181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4^o du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1^o et 2^o.

Article 4.2. Publicité de l'arrêté

A la mairie de la commune :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, bureau de l'environnement.

Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État en Vendée pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4.3. Diffusion

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

Article 4.4. Pour application

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement et les inspecteurs des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **02 SEP. 2022**

Le préfet,

Pour le préfet,
Par délégation,
Le sous préfet des Sables d'Olonne



Johann MOUGENOT